

COMMUNIQUÉ

Manque de professeur-es de lycée professionnel : le ministère n'agit toujours pas

L'année 2025 représente une année charnière pour les concours des professeur-es de lycée professionnel. C'est en effet cette année que se met en place la nouvelle réforme de la formation initiale, voulue sous le gouvernement Attal et mise en œuvre sous celui de Bayrou. Cette réforme vise à relancer l'attractivité du métier, mise à mal par la précédente réforme, instaurée durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron sous l'ère Blanquer.

L'échec de la réforme précédente est flagrant, comme en témoignent à nouveau les chiffres du CAPLP cette année. Sur les 1 651 postes offerts, seuls 1 413 ont été pourvus. À l'externe, 14 % des postes restent vacants. C'est certes mieux que les 22 % de l'an dernier, mais cela occulte le fait qu'une centaine de postes en moins étaient ouverts cette année. Le mal est profond et ne touche plus uniquement les disciplines professionnelles comme les Biotechnologies option santé-environnement, où 20 % des postes restent encore vacants. La crise frappe désormais l'enseignement général. Les Lettres-Histoire, qui faisaient autrefois le plein, peinent aujourd'hui à recruter, comme déjà en 2023. En Mathématiques-Sciences, il faut remonter à 2021 pour retrouver une session où tous les postes ont été pourvus : en moyenne, 45 % des places ont été perdues lors des deux dernières sessions.

Au concours interne également, 14 % des postes ne sont pas pourvus, et près de 21 % au troisième concours, signe que le manque d'attractivité touche toutes les voies de recrutement, indépendamment des conditions d'accès au concours.

Il faut dire qu'avec une énième réforme de la formation, le gouvernement ne contribue pas à clarifier le parcours pour devenir enseignant-e de lycée professionnel. Tout au long de l'ersatz de dialogue social qui a accompagné la présentation de la réforme actuelle, le SNUEP-FSU n'a cessé de dénoncer les effets négatifs de certaines dispositions sur les viviers de recrutement. L'inquiétude est particulièrement vive dans des disciplines comme l'Économie-Gestion, les STMS ou la Biotechnologie option santé environnement, qui voient leur niveau de recrutement passer de Bac +2 à la licence. Or, au vu des difficultés de recrutement déjà existantes, relever le niveau d'entrée à ces concours revient à se priver d'un certain nombre de candidat-es.

Par ailleurs, pour le SNUEP-FSU, il est inacceptable que la formation en deux ans dorénavant prévue en master - mesure phare de la réforme - exclue les disciplines professionnelles. Quel mépris pour les jeunes des lycées professionnels, qui, contrairement aux autres, n'auraient pas droit à des enseignant-es bénéficiant d'une formation ambitieuse sur deux ans (si tant est que ces formations puissent être ambitieuses au vu du calendrier très court de mise en œuvre).

Pour le SNUEP-FSU, il est plus que jamais urgent d'ouvrir le chantier de la formation des professeurs de lycées professionnels et de revaloriser le métier en augmentant les salaires et améliorant les conditions de travail.